

CHANGEMENT CLIMATIQUE,
ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

MUTATIONS STRUCTURELLES DANS LA RUHR

Quels enseignements pour les processus
de transformation à venir ?

Martin Hennicke, Wulf Noll
Octobre 2020



La région de la Ruhr a engagé un vaste processus de transformation économique, dont les forces et faiblesses sont autant d'enseignements à tirer pour d'autres territoires en reconversion.



Le développement d'une véritable culture de la coopération doit dépasser l'éparpillement des compétences locales et associer l'ensemble des acteurs.



L'instauration d'une garantie de reconversion professionnelle, d'un soutien financier des institutions locales et l'implication de la société civile sont indispensables à la réussite du processus de transformation.

CHANGEMENT CLIMATIQUE,
ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

MUTATIONS STRUCTURELLES DANS LA RUHR

Quels enseignements pour les processus
de transformation à venir ?

SITUATION ACTUELLE

Le bassin de la Ruhr, tel que défini par les contours de sa communauté d'agglomération RVR¹, recense plus de 5 millions d'habitants, pour un total de 53 villes et arrondissements (ruraux), faisant ainsi de la région la plus grande aire urbaine d'Allemagne et la cinquième d'Europe.

Depuis la fin des années 1960, ce territoire fait face à de profonds bouleversements économiques. Touchée de plein fouet par le déclin du conglomérat industriel du charbon, du fer et de l'acier, la région de la Ruhr a également vu disparaître les activités annexes dans le secteur de la chimie et des combustibles fossiles, réseaux de sous-traitance compris.

Dans le milieu des années 1960, ce conglomérat représentait encore plus de 60 % des emplois dans le secteur industriel. Aujourd'hui, cette part est retombée à un sixième environ. Au cours de trois siècles d'exploitation de la houille, ce sont plus de 3 000 mines de charbon qui ont vu le jour. La fermeture de la dernière d'entre elles, en 2018, a marqué le terme de cette ère charbonnière. En outre, la Ruhr doit poursuivre sa mue pour s'adapter aux mutations que traverse la production d'acier ainsi qu'à la fin des énergies fossiles.

RÉUSSITES DE LA RECONVERSION ÉCONOMIQUE

Cette région autrefois à spécialisation industrielle mono-structurée a engagé un vaste processus de transformation économique et parcouru bien du chemin : la Ruhr a su créer de nouveaux moteurs de croissance en misant sur le développement des secteurs de la santé, de la logistique, et des technologies de l'information, ainsi que sur une véritable expansion du secteur des services. Actuellement, ce dernier secteur regroupe près de quatre cinquièmes des actifs de la région. Les indicateurs de la croissance économique et de l'emploi confirment cette inversion de tendance : avec près de 1,75 million d'emplois soumis à cotisations sociales, le bassin de la Ruhr enregistre aujourd'hui

son meilleur taux d'emploi depuis 1982 et s'est quasiment aligné sur le taux de croissance des autres régions du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Le repositionnement du bassin de la Ruhr en tant que pôle d'excellence pour la recherche vient également compléter le tableau de cette reconversion fructueuse. Totalement absente de la sphère scientifique jusqu'en 1965, la région est parvenue, en l'espace de 50 ans à peine, à attirer sur son territoire 22 universités, 260 000 étudiants et onze instituts de recherche extra-universitaires. Aujourd'hui, 10 % des étudiants allemands effectuent désormais leur parcours universitaire dans la Ruhr.

Les efforts de rénovation urbaine et de réhabilitation paysagère ont également joué un rôle de premier plan. En effet, l'industrie minière avait laissé derrière elle de nombreux sites pollués et de vastes paysages sinistrés. Près de 2 700 hectares de friches industrielles et commerciales ont pu être dépollués à ce jour, pour un coût total de 2,2 milliards d'euros. En outre, un vaste programme de renaturation de la rivière Emscher et de ses cours d'eau a été mis en place. Intitulé « Pour une nouvelle vallée de l'Emscher² », ce programme a permis d'assainir la rivière sur un tronçon de 50 km : une belle renaissance pour cette rivière jadis bétonnée par l'industrie du charbon pour servir de canal d'évacuation des eaux usées. Par ailleurs, une enveloppe de 5 milliards d'euros a été affectée à l'aménagement de nouveaux espaces de loisirs, d'espaces verts et de logements sur plus de 350 km de rives réhabilitées, sans compter les innombrables investissements en travaux de renouvellement urbain, déjà achevés ou en passe de l'être. Le projet collaboratif « Innovation City », qui a permis l'assainissement énergétique dans les villes de nombreux quartiers en y associant les habitants, en est un exemple éloquent.

En cinquante ans, près de 25,5 milliards d'euros ont ainsi été investis dans la reconversion de la Ruhr via des plans spéciaux de l'État fédéral, du Land Rhénanie-du-Nord-Westphalie et de l'Union européenne, en plus des dispositifs de subvention classiques. Une somme colossale, certes, mais qu'il convient de relativiser en comparaison des 40 milliards

¹ « Regionalverband Ruhr »

² « Neues Emschertal »

d'euros que l'État allemand vient de provisionner dans le cadre de la loi de sortie du charbon pour mettre en place la future reconversion des régions lignitifères qui comptent cinq fois moins d'habitants que la Ruhr.

RETOUR SUR LES 50 ANS DE RAG, UNE STRATÉGIE DE RECONVERSION SOCIALEMENT RESPONSABLE

La société Ruhrkohle AG (RAG), créée à la fin de l'exploitation houillère dans les bassins de la Ruhr et de la Saare, est un modèle de stratégie de reconversion socialement responsable. En 1968, plus de 30 sociétés minières de ces deux régions fusionnent en une seule, la RAG, afin d'améliorer le rapport coût-efficacité de leurs activités et de garantir une suppression socialement responsable des quelque 500 000 emplois du secteur. Mot d'ordre de l'initiative : « Ne laisser tomber aucun mineur dans le gouffre de l'après-mine³ ». Pour ce faire, la RAG commence à se diversifier, s'affranchissant progressivement du charbon au profit d'autres activités industrielles et commerciales : produits chimiques, matériaux synthétiques, production d'électricité, gaz naturel, immobilier. Grâce à un accord de partage des pertes entre ces deux volets d'activité, la RAG parvient non seulement à réduire significativement sa dépendance aux subventions charbon, mais aussi à se constituer des réserves pour les coûts de maintien à long terme des mines désaffectées. Elle réussit ainsi à mettre un terme à l'exploitation houillère sans avoir recouru aux licenciements. La Fondation RAG détient aujourd'hui 100 % des parts de la société RAG et prend en charge les 220 millions d'euros de coûts d'entretien annuels des mines fermées, grâce à un capital de plus de 17 milliards d'euros.

DIFFICULTÉS DE LA MUTATION STRUCTURELLE

Pour autant, on ne peut ignorer les profondes séquelles laissées au fil du temps par ce gigantesque processus de transformation. Celles-ci sont tout d'abord perceptibles sur le marché du travail : depuis des décennies, le taux de chômage est élevé et nettement supérieur à la moyenne nationale, s'établissant dans la Ruhr à 8,6 % contre 5 % à l'échelle fédérale en 2019. Fait plus grave encore, la part des chômeurs de longue durée avoisine les 40 % et ne baisse que très lentement. Or, un taux de chômage durablement établi à un tel niveau engendre de façon quasi systématique un taux de pauvreté élevé. En effet, si l'on prend le revenu médian comme référence, plus d'un cinquième des habitants – et plus d'un tiers des enfants – vivent déjà sous le seuil de pauvreté ou risquent de tomber en deçà.

Dès lors, il n'est pas étonnant de voir les collectivités territoriales se retrouver dans une situation financière délicate du fait des charges engendrées par la mutation structu-

relle. En raison du taux de chômage et de pauvreté élevé, les communes de la Ruhr ont dû prendre en charge des transferts sociaux bien plus importants que dans d'autres régions. Par ailleurs, elles ont dû composer avec un solde migratoire négatif et apporter d'importantes contributions financières aux plans spéciaux mis en place par le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, l'Etat fédéral et l'Union européenne. L'ensemble de ces facteurs a fortement pesé sur les budgets de ces collectivités territoriales désormais endettées et dépourvues de moyens budgétaires pour investir dans les services publics ou l'attractivité de leur territoire. En 2016, les dépenses sociales par habitant des villes et des collectivités de la Ruhr étaient supérieures d'un tiers à la moyenne dans l'Ouest de l'Allemagne, alors que leurs dépenses d'investissement par habitant étaient inférieures de plus de la moitié. Au terme de nombreuses concertations, il est apparu que ces communes ne parviendraient pas à briser seules ce cercle vicieux. L'État fédéral s'est donc déclaré prêt à une reprise de leurs dettes.

Enfin, il convient également de souligner que la région de la Ruhr a rencontré des problèmes de gouvernance au cours de ce processus de transformation. Dans une région qui compte 53 communes (dont onze villes-arrondissements et quatre arrondissements ruraux), 13 sociétés communales de transport et une multitude d'institutions locales ou régionales, il n'est guère aisé de développer une vision commune pour gérer la mutation structurelle de manière efficace et coordonnée. En outre, le particularisme et les susceptibilités des différentes communes n'ont pu être surmontés qu'à grand peine, tandis que l'éparpillement des responsabilités locales a longtemps privé le processus de transformation structurelle d'une figure de proue dont les directives auraient fait l'unanimité.

QUELS ENSEIGNEMENTS POUR LES PROCESSUS DE TRANSFORMATION À VENIR ?

Le long processus de transformation de la Ruhr s'est déroulé dans un contexte tout à fait particulier : une mono-structure industrielle avec une forte dépendance vis-à-vis du conglomérat minier, une position dominante des grands groupes et une « destruction des paysages » à grande échelle, ainsi qu'une dispersion des responsabilités institutionnelles. Difficile, dans ces circonstances, d'établir une comparaison directe avec d'autres processus de transformation à venir.

Les changements qui affectent le secteur de l'automobile et ses fournisseurs, par exemple, ne présentent pas la même concentration régionale que le secteur de l'industrie minière. La fermeture annoncée des mines et centrales d'électricité à base de lignite est bien loin d'affecter autant de travailleurs que la fin de l'exploitation houillère dans la Ruhr. Quant à la transition numérique, le phénomène bouleverse de nombreux secteurs, régions et domaines de la vie quotidienne depuis déjà plusieurs années, de sorte qu'il faut donc s'attendre à de profondes répercussions sur l'ensemble du marché du travail. Il est néanmoins possible de

3 « Kein Bergmann fällt ins Bergfreie »

tirer quelques enseignements de l'expérience de la Ruhr, en s'intéressant de plus près aux aspects qui se prêtent à une transposition partielle.

1. Développer une vision commune

Les régions, secteurs et habitants concernés doivent être conscients de leurs marges de manœuvre : ces différents acteurs ne sont pas livrés à la fatalité des processus de transformation, mais peuvent tout à fait peser sur les changements à venir, à condition d'avoir une vision claire de l'objectif final qu'ils souhaitent atteindre. Aucun sentiment d'impuissance ou d'amertume ne doit émerger, bien au contraire : confiance, dynamisme et optimisme sont des ingrédients essentiels pour construire l'avenir.

Un plan ou un cahier des charges commun peut constituer une excellente base pour élaborer une vision concrète de l'avenir d'une région ou d'un secteur et des perspectives d'emplois à développer, sans qu'il ne s'agisse pour autant pas de bâtir des châteaux en Espagne ou de former des vœux pieux. Ce cahier des charges doit reposer sur des données économiques solides, sur les opportunités et les potentiels spécifiques à la région ou au secteur et impliquer autant de parties prenantes, d'entreprises et d'universités que possible, dans un souci de transparence et de participation collaborative.

En matière de politiques structurelles régionales, l'Allemagne dispose déjà d'une certaine expertise dans l'élaboration de projets de développement et la définition de cahiers des charges. Bien souvent, ces outils font désormais partie des critères d'éligibilité pour les subventions. Le projet de politique structurelle régionalisée de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et son format « Régionalisation RNW⁴ » en sont un bon exemple : pour ces deux dispositifs de subvention, chaque région a dû mettre au point des projets de développement collectifs.

Les retours d'expérience sur cette approche sont contrastés. Si les projets de développement régional permettent l'émergence de consensus et la mobilisation d'acteurs engagés et d'expertises diverses, la mise en œuvre de ces projets souffre souvent d'un manque de persévérance et de rigueur, l'élan de mobilisation initiale s'estompant au fil du temps. La réussite de ces projets de développement nécessite donc la création d'organes de pilotage performants faisant l'unanimité auprès des différents acteurs concernés, de la région à la branche d'activité en reconversion.

2. Décentralisation, coopération et coordination

Les processus de transformation constituent de grands défis que seule la force du collectif peut relever. La coopération et la coordination de tous les acteurs sont donc des prérequis indispensables, mais cette évidence ne se vérifie pas encore dans la pratique. Les problèmes de gouvernance rencontrés par la Ruhr en raison de son grand nombre d'institutions locales et de l'éparpillement de leurs compétences ne font pas

figure d'exception. Ces obstacles existent tout autant dans d'autres régions concernées par des processus de transformation, où la nécessité d'associer systématiquement la société civile à la résolution des problèmes structurels n'a toujours pas non plus acquis le caractère d'une évidence pour les différents acteurs.

Cependant, un constat majeur s'impose dans l'expérience de reconversion de la Ruhr : l'éparpillement des institutions décisionnaires peut être dépassé grâce à des projets collectifs de grande ampleur, mobilisant une myriade d'acteurs. Les initiatives mentionnées précédemment le prouvent : le projet collaboratif « Innovation City », le programme de renaturation « Pour une nouvelle vallée de l'Emscher », l'exposition internationale d'architecture « IBA Emscher Park » ou encore le projet « Ruhr 2010 », qui a permis à la Ruhr de devenir « Capitale européenne de la culture » en 2010. Ces initiatives collectives se sont distinguées par plusieurs innovations : dans la majorité des cas, la réalisation du projet s'est échelonnée sur plusieurs années, avec une approche interdisciplinaire associant des acteurs du monde de l'entreprise, du marché du travail, du développement urbain et de la culture. De nombreuses parties prenantes étaient donc mobilisées autour d'un format de type « événement » : grâce à l'organisation de points d'étapes et de présentations finales à destination du grand public, ces projets ont su rayonner au-delà du bassin de la Ruhr. Ces présentations publiques se sont d'ailleurs avérées bien plus efficaces que les campagnes publicitaires ou actions de communication mises en place pour vanter les mérites de la Ruhr.

Pour mener à bien ce type de projets collectifs, il faut développer et promouvoir une véritable culture de la coopération. Cette dernière devra s'appuyer sur l'élaboration de cahiers des charges et de paradigmes communs, sur le développement d'objectifs partagés et de projets phares, mais aussi sur l'organisation de points d'étapes réguliers pour présenter les progrès accomplis. Il faut également donner un cadre plus officiel et contraignant aux différents modes de coopération informelle. Parmi les pistes intéressantes, on peut citer les accords intercommunaux, les sociétés ad hoc, les réseaux régionaux et la création de fonds de subventions communs pour les projets de grande ampleur. Ces dispositifs permettent de créer un capital de confiance et d'insuffler une dynamique aux projets collectifs, deux éléments essentiels à la réussite de tout projet collectif dans le cadre d'une transformation structurelle.

Les formats de coopération de ce type doivent bien évidemment être soutenus par des administrations performantes et bénéficier de financements adéquats.

3. Garantir un filet de sécurité

Certes, le repositionnement structurel du bassin de la Ruhr n'a laissé tomber « aucun mineur dans le gouffre de l'après-mine », mais de nombreux emplois bien rémunérés dans l'industrie minière et dans ses secteurs de sous-traitance ont tout de même disparu au cours du processus. Les nouveaux postes créés par le secteur des services ont en partie compensé ce mouvement de désindustrialisation, mais ils

4 « Regionalen NRW »

sont généralement moins bien payés. Au-delà du chômage et des pertes de revenus, un certain sentiment de dévalorisation accompagne ces nouveaux statuts professionnels : tandis que les métiers de mineur et d'aciériste constituaient des professions honorables et respectées, un emploi chez Amazon ou toute autre reconversion dans les services est souvent perçue comme un déclassement social. À la grande précarité matérielle et la perte d'estime ressentie par de nombreux habitants se sont ajoutés le manque d'infrastructures et les mauvaises conditions de vie dans certains quartiers urbains, nourrissant auprès des populations concernées un fort sentiment d'insatisfaction et de frustration vis-à-vis des changements structurels. Par ailleurs, la Ruhr a longtemps misé sur le développement des nouvelles technologies et de leurs infrastructures, accentuant le fossé entre les travailleurs de ces nouveaux domaines d'activité et ceux qui étaient au chômage (souvent de longue durée) ou se trouvaient dans la tranche des bas salaires.

À l'avenir, il faudra donc que tout nouveau processus de transformation s'accompagne d'une politique d'emploi préventive, avec un mot d'ordre à retenir : les actifs d'aujourd'hui doivent être en mesure d'occuper les emplois de demain. La formation professionnelle et continue est donc un élément-clé qui doit être mis en place dès le poste de travail initial. La restructuration des entreprises doit être organisée de sorte que les salariés puissent être préparés très en amont à de nouvelles compétences professionnelles.

L'instauration d'une « garantie de reconversion professionnelle » dans les secteurs concernés constitue donc un prérequis politique important pour les processus d'adaptation à venir. En ce sens, la nouvelle loi sur la formation continue⁵ adoptée par le gouvernement allemand ne saurait être qu'une première étape.

4. Le rôle essentiel des communes

Les collectivités territoriales de la Ruhr ne sont pas les seules à être tombées dans le cercle vicieux de la mutation structurelle en Allemagne. De nombreuses communes de la Sarre, du Palatinat et de la côte baltique ont rencontré des difficultés similaires au cours de leurs efforts d'adaptation (notamment dans l'industrie textile et de la chaussure, l'acier, le charbon et les chantiers navals). Leur longue incapacité à investir n'a fait que précipiter le déclin de ces pôles industriels et leurs Länder respectifs n'ont pas pu freiner leur endettement et ses conséquences néfastes.

Il faut en tirer toutes les conclusions qui s'imposent. Le ministre fédéral des Finances vient de proposer que l'État reprenne ces dettes communales à son compte, mais il faut veiller à ce que les nouveaux processus de transformation ne déclenchent pas de spirales négatives. C'est pourquoi l'État fédéral doit également prendre en charge certaines dépenses sociales de ces collectivités territoriales, car ce sont justement celles d'entre elles qui subissent des bouleversements structurels qui doivent consacrer une part importante

de leur budget aux transferts sociaux. À l'avenir, c'est donc le fameux « principe de connexité⁶ », prévu dans la constitution allemande pour régler la répartition des responsabilités financières entre Länder et État fédéral, qui doit s'appliquer : « Le donneur d'ordre doit être celui qui règle la facture. »

Afin d'inspirer un sentiment durable de confiance et de sécurité aux habitants des régions en pleine mutation, il est essentiel de placer les institutions locales et régionales en capacité d'agir. Ces relais locaux sont les interlocuteurs directs des populations concernées : c'est à leur contact qu'elles évaluent si l'État se montre à la hauteur des enjeux d'adaptation ou non.

Au sein du système fédéral allemand, ce sont les Länder qui ont la responsabilité directe des communes en difficulté. Si l'amélioration de la péréquation financière intercommunale ne suffit pas à leur dégager des marges de manœuvre, il ne reste que l'option de l'augmentation de la dotation financière via la répartition des impôts partagés entre l'État fédéral, les Länder et les communes, en attribuant par exemple à ces dernières une plus grande part des recettes de la TVA, lorsqu'elles sont fragilisées par des changements structurels.

5. La participation indispensable de la société civile : faire des populations concernées des citoyens impliqués dans les processus de transformation

Dans son deuxième rapport sur l'engagement de la société civile, publié en 2016, le gouvernement allemand constate que les régions affichant un niveau de vie élevé connaissent une participation citoyenne plus forte, tandis qu'un taux de pauvreté élevé conduit dans d'autres régions à un niveau d'engagement plus faible. Des corrélations similaires existent selon le niveau de formation et le lieu d'habitation (écarts entre zones rurales et urbaines). Cela explique pourquoi, de longues années durant, la mutation structurelle du bassin de la Ruhr a avant tout été portée par des institutions étatiques et des grandes entreprises, plutôt que par la société civile. Inversement, une société civile active favorise un niveau de développement économique élevé et renforce la résilience du territoire face aux changements structurels de l'économie.

De nombreux modèles de subvention ont intégré ce constat et mettent l'accent sur les processus de coopération et de participation citoyenne, en les érigeant en critères d'éligibilité à leurs aides. Cette approche a porté ses fruits, comme le montrent l'exposition d'architecture « IBA Emscher Park » organisée de 1990 à 2000 et d'autres expositions internationales en Allemagne, ou encore le format « Régionalisation » de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie mis en place depuis 1998. Tous ces dispositifs visent à soutenir les projets de développement régional, les coopérations intercommunales, le travail en réseau et l'engagement de la société civile. Ces éléments servent ensuite de prérequis pour le financement des projets locaux qui en émergent.

5 « Qualifizierungschancengesetz »

6 « Konnexitätsprinzip »

Associer les populations concernées par les mutations en cours pour en faire des acteurs impliqués dans les efforts d'adaptation sera un levier décisif pour relever les défis structurels qui nous attendent. Pour cela, il faut mettre au point des stratégies d'engagement citoyen adaptées et concertées à tous les échelons institutionnels. C'est précisément cette stratégie qui a souvent fait défaut jusqu'ici. Le rapport gouvernemental sur l'engagement de la société civile souligne à raison que les efforts de soutien aux processus de participation régionale et locale ont manqué de coordination globale et souffert de diverses rivalités institutionnelles. Bien trop souvent, ces efforts se sont avérés ponctuels et éphémères, sous-estimant à la fois le besoin d'infrastructures et de réflexion à long terme sur les processus de transformation.

Cet article a été publié en février 2020 sous le titre **Strukturwandel im Ruhrgebiet. Was wir für zukünftige Transformationsprozesse daraus lernen können** dans la série de publication *Wiso Direkt* de la Friedrich-Ebert-Stiftung.

LES AUTEURS

Martin Hennicke est membre du groupe de travail sur les politiques économiques structurelles et durables de la Friedrich-Ebert-Stiftung. Ancien chef de service ministériel, il a dirigé jusqu'en 2017 le département de planification politique de la chancellerie du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Wulf Noll, ancien chef de service ministériel, a dirigé jusqu'en 2017 le département de politique économique au sein du ministère de l'Économie du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html> :

Krause, Laura-Kristine

L'Allemagne divisée?

Polarisation et état de la démocratie allemande

Suchy, Oliver

Le télétravail va-t-il devenir la norme?

Les leçons de la crise du Coronavirus en Allemagne

Olivier Faure

Un nouveau souffle démocratique pour l'Europe

Norbert Walter-Borjans

Pour un acte de vraie solidarité européenne

Quelle stratégie allemande pour sortir de la crise économique?

Rolf Mützenich

L'Allemagne et le partage nucléaire

Bofinger, Peter

Les « États frugaux » et le projet européen

Comment protéger l'Europe des effets de la crise du coronavirus

Barley, Katarina

Défendre la démocratie en Europe

Comment garantir les valeurs européennes en temps de crise sanitaire

Hakverdi, Metin

Eurobonds: ne pas se tromper de bataille

Zimmermann, Jens

Le réseau 5G en Europe à l'heure du Coronavirus

IMPRESSION

Friedrich-Ebert-Stiftung Paris

41 bis, bd. de la Tour-Maubourg | 75007 Paris | France

www.fesparis.org

Contact:

fes@fesparis.org

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

Balzer, Anne

L'Allemagne et la dissuasion nucléaire

L'effet boomerang des armes nucléaires

Schmid, Nils

L'alliance pour le multilatéralisme

Quelle stratégie face au nouveau désordre mondial?

Köpping, Petra

Comment enfin faire de l'unité allemande une réalité?

Krumm, Reinhard; Dienes, Alexandra; Weiß, Simon

Cavalier seul ou allié?

Les alliances dans une ère d'incertitudes diplomatiques

Gatz, Christopher

Le plafonnement des loyers

Une mesure efficace pour répondre à la crise du logement

Fink, Philipp; Hennicke, Martin; Tiemann, Heinrich

Une Allemagne inégalitaire

Rapport sur les disparités socio-économiques 2019

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie: la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante. La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne. Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

MUTATIONS STRUCTURELLES DANS LA RUHR

Quels enseignements pour les processus de transformation à venir ?



Victime de la crise industrielle, la région de la Ruhr a engagé un vaste processus de transformation économique, dont les autres territoires en reconversion peuvent regarder aujourd'hui à la fois les aspects positifs (repositionnement économique et rénovation urbaine) et négatifs (chômage élevé, solde migratoire négatif et endettement des communes important).



Le développement d'un cahier des charges commun et d'une véritable culture de la coopération doit dépasser l'éparpillement des compétences locales. La réalisation de projets collectifs de reconversion doit associer dans un cadre durable et plus contraignant les acteurs du monde de l'entreprise, du marché du travail, du développement urbain et de la culture.



La réussite du processus de transformation appelle la mise en place de puissantes mesures de soutien, telles que l'instauration d'une garantie de reconversion professionnelle destinée aux salariés de l'industrie et d'une réforme du système de péréquation financière en faveur des institutions locales. Enfin, il est indispensable de mettre en place une stratégie impliquant véritablement les citoyens à tous les échelons institutionnels.

Plus de détails sous ce lien:

www.fesparis.org